

**Renzo Anselmo,
Ian Bravo,
Amila Alomía**

Selon le recensement de 2007, il y a plus de 4 millions de personnes autochtones au Pérou : 83,11% Quechuas, 10,92% Aymaras, 1,67% Asháninkas et 4,31% appartenant à d'autres peuples autochtones amazoniens.

La Base de Données des Peuples Indigènes et Originaires (BDPI) montre qu'il y a actuellement au Pérou 55 peuples autochtones qui parlent 47 langues autochtones.

Par ailleurs, 21% du territoire national renferme des concessions minières qui se superposent au 47,8% du territoire des communautés autochtones.

De même, l'Amazonie péruvienne est couverte à 75% de concessions d'hydrocarbures. La superposition des droits sur les territoires communaux, l'énorme pression des industries extractives, l'absence d'aménagement du territoire et le manque d'utilisation efficace du Consentement, libre, préalable, informé, aiguissent les conflits territoriaux et socio-environnementaux au Pérou, pays qui a souscrit et ratifié la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et vota en faveur de la Déclaration de l'ONU sur les Droits des Peuples Autochtones en 2007.

Evènements en 2021

2021 fut une année marquée par les élections présidentielles et une intense polarisation politique qui se prolongea jusqu'en 2022.

D'un côté, les forces de la droite récalcitrante essayèrent de reprendre le gouvernement sous la direction de Keiko Fujimori, qui déploya une campagne à coup de millions et fut largement favorisée par le secteur des entreprises et des médias. Eviter la prison car elle se trouvait inculpée dans plusieurs procès judiciaires constituait pour elle une raison de force majeure pour tenter de gagner les élections afin d'arriver au gouvernement.

Lors du second tour électoral, Pedro Castillo Terrones, un éducateur rural et paysan de Cajamarca, un des départements les plus pauvres du Pérou, gagna avec le vote populaire et fut élu président avec une petite différence de 44.263 votes.

Les secteurs de la droite et le pouvoir médiatique qui se trouve très concentré au Pérou déchaînèrent une campagne dénonçant une fraude électorale et cherchèrent par divers moyens à ignorer les résultats et même à mettre en question les institutions électorales¹. Les accusations contre Pedro Castillo avaient pour fondement de le traiter – sans preuve - de communiste, terroriste et d'instrument du groupe terroriste proscrit Sendero Luminoso. Dans ce contexte, des groupes d'extrême droite liés à des ex militaires firent leur apparition. Ils firent des manifestations violentes voire menaçantes et agressèrent des personnes publiques solidaires de Castillo².

Depuis son serment, le gouvernement de Pedro Castillo n'a pas connu un jour de tranquillité. Le premier cabinet, présidé par Guido Bellido, parlementaire

de Cuzco, fut soumis à l'interpellation de ses ministres sous le prétexte d'une « lutte contre le terrorisme » dans le cabinet. Il en résulta que Hector Béjar Rivera, sociologue, professeur à l'université et ex-guerillero dans les années 60, dut après trois semaines démissionner comme ministre des Affaires Extérieures à la suite d'accusations et d'un lynchage médiatique de ses déclarations.³

C'est ainsi que s'installa un affrontement permanent et que les caucus parlementaires de droite présentèrent une demande de vacance présidentielle. Si cette initiative ne fut pas reprise par le Congrès, divers organismes, comme la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, manifestèrent leur préoccupation pour l'usage indiscriminé de ce processus légal.⁴

À partir d'octobre, la performance du gouvernement fut renforcée par le changement du cabinet ministériel. Avec un caractère plus conciliateur et ouvert au dialogue, la nouvelle présidente du Conseil des Ministres, Mirtha Vásquez Chuquilín (ex-membre du Congrès et avocate spécialisée dans la défense des Droits de l'Homme), développa une politique focalisée sur la santé, les droits et l'environnement. Dans ce cadre, elle priorisa la coordination entre les divers ministères et les instances étatiques pour résoudre les conflits sociaux et les demandes des peuples autochtones qui se présentèrent pendant les premiers mois de sa gestion.

Droits des peuples d'Amazonie et des Andes

En ce qui concerne les droits des peuples d'Amazonie, le cabinet de Vásquez adopta des mesures concrètes pour poursuivre la titularisation de plus de 50 communautés des régions d'Ucayali, Huánuco et Junín. De même qu'il se mit d'accord pour gérer les demandes en matière de santé, éducation et environnement des communautés des bassins des fleuves du Pastaza, Tigre, Corriente et Marañón dans le Loreto, où l'on trouve les lots d'exploitation pétrolière qui causent constamment des fuites.

Par ailleurs, ils ont développé et apporté leur aide dans les zones de conflits miniers dans les Andes. A Chumbivilcas, département du Cuzco, on utilisa des mécanismes pour reprendre le dialogue avec les communautés de la zone dont les territoires étaient traversés par le fameux « Corridor minier ». On poursuivit également les coordinations pour la résolution des conflits dans la communauté d'Aquia, dans la région d'Áncash. Ces accords se réalisèrent sans recourir à la répression et malgré le fait que les entreprises minières adoptèrent de nouveaux mécanismes de pression indirecte moyennant la paralysation totale de ses travaux, décision qui se solda par de grandes pertes économiques pour le pays par l'envergure des projets extractifs et la dépendance économique de ces matières premières.

Sachant que les demandes des peuples des Andes et de l'Amazonie péruvienne datent des gouvernements antérieurs, les actions de l'équipe ministérielle pour établir une politique de dialogue ont été significatives. « *Nous ne retournons pas à l'État de droit en réprimant et en tuant des gens. Nous revenons à l'État de droit quand nous condamnons ces conflits, institutionalisons les sorties et proposons un dialogue avec les acteurs* », signala la première ministre en novembre, au milieu de la reprise des conflits.

Situation sur la Côte et dans les Andes

Conflit minier Las Bambas, Apurimac

Un des principaux conflits de 2021 touche la société minière chinoise MMG, en particulier sa mine de cuivre Las Bambas, dans l'Apurimac, et les communautés de la province de Chumbivilcas, au Cuzco, à cause des impacts qui résultent du transport terrestre du minerai.

Le conflit reprit avec force en septembre avec le blocage des chemins du Corridor Minier Sud par les communautés. Au début octobre, il fut levé grâce à un accord entre l'entreprise et les communautés. On proposa que les communautés soient prestataires et fournissent les services de transport et maintenance à l'entreprise, sans compter la reprise de dialogue pour gérer les autres principales demandes des communautés et prévenir les conflits futurs.

Cependant, le dialogue entre les parties se brisa mi-novembre face au manque de consensus dans les négociations sur les montants et chiffres des contrats pour que les communautés acceptent d'être prestataires, ce qui obligea celles-ci à reprendre le blocage du corridor depuis le 19 de ce mois. En réponse, la société minière chinoise annonça qu'à partir du 18 décembre elle cesserait la production dans sa mine, ce qui fut qualifié de « chantage » par les communautés qui continuèrent le blocage jusqu'au 22 décembre, quand elles levèrent leur forme de protestation dans l'attente d'une réunion avec les représentants de l'entreprise, des fonctionnaires des gouvernements nationaux, régionaux et locaux. Finalement, le 30 décembre la réunion eut lieu et on se mit d'accord pour reprendre un dialogue pacifique. On programma une prochaine rencontre pour le 18 janvier. Pendant que les conversations se poursuivent, les communautés s'engagèrent à ne pas bloquer le corridor et la société minière annonça le rétablissement des activités à partir du 31 décembre. Cependant, les tensions continuent avec telles ou telles communautés qui se considèrent impactées par le transport des minerais et qui ne sont pas considérées comme zones d'impact direct malgré le bruit et la poussière qu'occasionne le déplacement de nombreux véhicules sur leurs territoires.

Affectés par des métaux toxiques dans les Andes et en Amazonie

La lutte de ceux qui étaient affectés par des métaux toxiques eut également un rôle de premier plan pendant l'année 2021. En janvier, ils ont obtenu que le gouvernement reconnaisse la validité jusqu'au 30 juin 2021 de la *Commission Multisectorielle Temporaire pour le Traitement Intégral et Intégré de la Population Exposée aux Métaux Lourds, Métalloïdes et Autres Substances Chimiques Toxiques*, modifiant ainsi la loi qui avait créé cette commission en juillet 2020 et qui limitait son seul objectif à la population exposée à des métaux lourds.

Ce groupe de travail, sous la responsabilité de la Présidence du Conseil des Ministres et intégré par 14 vice-ministres, des représentants régionaux et la société civile, élaborera le rapport technique qui accueillait la proposition du Plan Spécial Multisectoriel pour l'Intervention Intégrale en faveur de la Population Exposée aux Métaux Lourds, Métalloïdes et Autres Substances Chimiques

Toxiques, lequel fut finalement approuvé le 23 décembre et devrait donner la priorité aux personnes affectées par les métaux lourds dans les territoires de Cuninico (Loreto), Cerro de Pasco, Espinar (Cusco), bassin du Coata (Puno) et La Oroya (Junin).⁵

Pour donner suite au plan, et afin de garantir le droit à la santé humaine de la population exposée, on approuva aussi la Loi du Budget du Secteur Public pour l'année fiscale 2022, le financement d'actions liées au soin des personnes affectées par la contamination aux métaux lourds qui dépassait les 50 millions de soles.

Stérilisations forcées

Les stérilisations forcées constituent au Pérou un cas emblématique de violation des droits sexuels et reproductifs d'un des secteurs les plus vulnérables de ce pays. Appliqué entre 1996 et 2000, pendant le second gouvernement d'Alberto Fujimori, le Plan National de Santé Reproductive et de Planification Familiale fut une politique qui cherchait à diminuer la pauvreté en réduisant la natalité et était destiné principalement à des femmes ayant de faibles revenus et parlant uniquement le quechua.

Le Groupe International de Travail sur les Questions Autochtones (IWGIA) publia en 2021 *Perú : Las Esterilizaciones en la década del terror*, un texto de 184 pages édité par l'anthropologue Alberto Chirif, qui réunit huit contributions de femmes sur ce thème.⁶ Pour l'ex-congressiste et défenseur des droits de l'homme, Rocío Silva Sansisteban, il s'est agi d'une politique agressive de contrôle patriarcal et colonial sur des corps racialisés relevant de secteurs économiquement faibles, une forme de domination biopolitique.

À date, les registres indiquent plus de 270 000 femmes stérilisées, bien que ce chiffre serait bien supérieur et surpasserait les 300.000 victimes, comme l'indique l'Association des Femmes Péruviennes Affectées par les Stérilisations (Ampaef). Par ailleurs, 22 000 hommes ont aussi souffert des conséquences de cette politique impulsée par les ex-ministres de la Santé Alejandro Aguinaga, Marino Costa Bauer et Eduardo Yong Motta, avec l'approbation de l'ex-président Fujimori.

En 2021, entre des reprogrammations constantes des auditions préparatoires, le problème fut à nouveau discuté dans les media au milieu du second tour des élections présidentielles. En même temps que la candidate Keiko Fujimori annonçait un éventuel pardon pour son père, elle considérait les stérilisations forcées comme « des faits isolés ». Repris par les partisans et proches de l'ex-président condamné, cette position est contrebalancée par les 180 preuves recueillies par le procureur chargé de ce dossier. Dans ce contexte électoral, les femmes reçurent le soutien et l'engagement du candidat Pedro Castillo, actuel président du pays⁷.

Après 25 ans de lutte, en décembre 2021, l'ouverture du procès contre les accusés concernés par le cas des stérilisations forcées constitua une étape importante dans la lutte des victimes. Cependant, Ampaef a rappelé qu'il reste un long chemin judiciaire et qu'il y a encore des engagements à régler comme celui des réparations dans leur intégralité.⁸

SITUATION en AMAZONIE

Déforestation et grandes menaces

Vers la fin de l'année on apprit que le Pérou avait atteint en 2020 le chiffre de déforestation le plus élevé dans les deux dernières décennies, avec 203.272 hectares de forêt perdue pendant l'année, un chiffre qui surpasse de 54.846 hectares la quantité de forêts perdues l'année antérieure. Le chiffre provient de la surveillance satellitaire que réalise le Ministère de l'Environnement, à l'aide de son Programme National de Conservation des Forêts pour l'Adaptation au Changement Climatique⁹.

La tendance semble continuer pendant toute l'année 2021 si l'on considère divers rapports comme celui sorti fin septembre par le Projet de Surveillance de l'Amazonie Andine qui enregistra la perte de plus de 860.000 hectares de forêt primaire en Amazonie péruvienne centrale entre janvier et octobre 2021, spécifiquement dans les régions d'Ucayali, Huanuco et le sud du Loreto.¹⁰

L'avance de la déforestation a pour cause l'exploitation minière illégale, le narcotrafic, les monocultures. Il faut aussi y ajouter quelques cas récents d'une nouvelle colonie ménonnite installée dans la forêt, qui a déforesté presque 300 hectares et planté du riz à grande échelle sur près de 400 hectares sur la rive droite du fleuve Aguaytía, près de la commune de Nueva Requena, dans l'Ucayali. De même, il existe des concentrations de déforestation dans la région du Madre de Dios liées à l'exploitation minière alluvionnaire illégale, en particulier dans les alentours de La Pampa.

Quant à la participation du Pérou à la Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique de 2021 (COP 26), il a fait partie des pays qui ont souscrit à la Déclaration de Glasgow sur les Forêts et l'Usage de la Terre. La déclaration engage plus de 100 leaders mondiaux à joindre leurs efforts pour arrêter la déforestation et impulser la restauration, conservation et l'aménagement durable des écosystèmes naturels.

Assassinat des défenseurs de l'environnement

Au moins une dizaine de défenseurs de l'environnement et leaders autochtones furent assassinés au Pérou pendant la pandémie entre 2020 et 2021, selon les registres de diverses institutions examinés par Servindi. Six en 2020 et quatre en 2021.

Les assassinats qui eurent lieu en 2021 enlevèrent la vie des leaders amazoniens, Herasmo García, Yenes Ríos, Mario López et Lucio Pascual. La mort de ces dirigeants est liée au développement dans les communautés natives d'activités illégales comme la production de feuille de coca, l'abattage illégal de bois et le narcotrafic¹¹.

En juin, 86 organisations autochtones et institutions nationales et internationales exhortèrent l'État péruvien à prendre des mesures concrètes pour protéger les défenseurs des droits de l'homme des peuples autochtones.

Peuples en isolement volontaire et contact initial

En février 2021, l'Organisation Régionale des Peuples Autochtones de l'Orient sollicite des mesures préventives à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme pour qu'on ordonne à l'État péruvien d'adopter des mesures effectives pour la protection des Peuples Autochtones en Isolement Volontaire et Contact Initial (PIACI).¹²

Au Pérou, le Ministère de la Culture est l'organisme responsable de la protection des peuples en isolement volontaire et contact initial, comme l'établit la Loi 28736 (Ley PIACI), valide depuis 2006. Bien qu'avec cette loi on approuva la création du Régime Spécial Transectoriel pour articuler, coordonner et superviser les actions de protection des PIACI, jusqu'ici il n'existe pas de mécanismes qui permettent de l'utiliser pleinement, c'est ce que dénoncent les organisations autochtones.¹³

Malgré cela, les demandes et le travail soutenu des organisations en défense des PIACI ont eu des résultats concrets pendant l'année 2021. La preuve, ce sont les créations de la Réserve Indigène Kakataibo Nord et Sud et la Réserve Indigène Yavari Tapiche,¹⁴ qui ont attendu près de 20 ans pour être approuvées par l'État. Par ailleurs, pour le Yavari Tapiche on obtint l'approbation de son plan de protection.

En même temps, comme faisant partie des actions pour articuler les efforts des organisations, il y eut l'initiative du Corridor Territorial des Peuples Autochtones en Isolement volontaire et Contact Initial et des Forêts Ininterrompues du Yavari Tapiche en alliance avec les organisations autochtones du Pérou et du Brésil. À la différence des corridors biologiques, les corridors territoriaux ont une approche qui protège les droits humains des PIACI avec la conservation de la biodiversité de leurs territoires, qui sont essentiels pour affronter l'urgence climatique.¹⁵

Au milieu de ces gains obtenus par les organisations autochtones, des actions d'intimidation ont continué, et elles ne venaient pas seulement des organisations criminelles. Les entreprises extractives ont trouvé par la voie judiciaire un espace efficace pour faire taire les demandes des peuples autochtones. Tel est le cas d'un jugement contre la Fédération Native du Río Madre de Dios et Affluents qui limite sa défense comme peuple en isolement volontaire.¹⁶

« La situation à laquelle font face ces peuples est très délicate. On demande une plus grande volonté, engagement et efficacité de la part de l'État pour garantir la protection des peuples en isolement et les organisations autochtones offrent tout leur appui » remarque l'anthropologue spécialiste des PIACI, Beatriz Huertas.

Biodiversité et trafic d'espèces

En 2021 le mouvement pour la création de Territoires de Vie (TICCA) prit de l'importance. Il avait pour stratégie de faire face à la crise climatique et d'éviter la perte de la biodiversité. Cette stratégie cherche à reconnaître et à renforcer la gouvernance territoriale autochtone sur les aires protégées conservées par les peuples et communautés sans intervention de l'État.

Le Gouvernement Territorial de la Nation Wampis obtint sa reconnaissance comme TICCA par l'Organisation des Nations Unies qui inclut le territoire wampis dans le registre des Territoires et Aires Conservées par les

Peuples Autochtones et Communautés locales comme également dans la base de données sur les Aires Protégées. C'est le Centre Mondial pour le Suivi de la Conservation de l'Environnement de l'ONU qui tient ce registre. Le territoire du Gouvernement Territorial Autonome de la Nation Wampis compte 1.3 millions d'hectares de forêts et sources d'eau dans le nord de l'Amazonie péruvienne, dans les régions Amazonas et Loreto.

Par ailleurs, parmi les infractions qui portent atteinte à la biodiversité dans le pays, il existe un trafic illégal d'animaux sauvages qui n'est pas encore reconnu comme crime organisé malgré sa gravité à l'échelle mondiale et cinq initiatives législatives de congressistes péruviens qui proposent cette mesure depuis 2019.¹⁷ Cependant cette activité illicite devint le centre de l'attention publique grâce à une campagne médiatique autour d'un petit renard andin qui fut vendu comme chien dans le district de Comas, à Lima, et postérieurement remis à un zoo, après son sauvetage.¹⁸

Parmi les raisons qui empêchent l'éradication du crime sur le territoire national, des spécialistes signalent le manque de contrôle aux frontières, sur les routes et dans des points de vente déjà identifiées ; ainsi que les croyances de certaines communautés pour utiliser des parties d'animaux comme amulettes ou pour les consommer.¹⁹

Perspectives 2022

Émergence de gouvernements autonomes

2021 fut une année faste pour l'émergence de gouvernements autonomes. En décembre eut lieu la grande assemblée qui constitua le Gouvernement Territorial Autonome Awajun (GTAA), résultat d'un processus de diverses années d'articulation entre organisations qui parvinrent à un consensus sur le statut en 2019 et 2020. Le gouvernement awajun représente un peuple d'approximativement 70 mille habitants dans quatre départements : Amazonas, San Martin, Loreto et Cajamarca.

Le gouvernement awajun choisit Gil Inoach Shawit comme première autorité. C'était un leader célèbre. Il était aussi avocat, ayant longtemps travaillé avec le mouvement autochtone péruvien comme président de l'Association Interethnique de Développement de la Forêt Péruvienne (AIDSESP) pendant deux périodes. Et précisément, un des événements remarquables de l'année fut la présentation du livre *Siempre Awajún*, qui réunit les mémoires de Gil Inoach. Le gouvernement awajun reçut les salutations du Gouvernement Territorial Autonome de la Nation Wampis et c'est ainsi que se multiplie et se fortifie l'expérience d'autres peuples comme les Kandozi, Chapra et Shawi qui ont également entrepris leurs processus pour devenir des organisations autonomes.

Gouvernance en devenir et droite à l'affût

2021 culmine avec l'échec des groupes d'extrême droite déterminés à déclarer la vacance de Pedro Castillo avant la fin de l'année, complice d'une presse qui se consacre à saboter et délégitimer l'image présidentielle et qui favorise un climat d'instabilité politique qui sera le pain de chaque jour pendant l'année 2022.

Affaibli par ses propres erreurs ou limites, par l'absence d'un caucus propre uni et fortifié, une droite récalcitrante et un pouvoir médiatique à l'affût,

la gouvernance de Castillo est une énigme que beaucoup considèrent comme une opportunité perdue.

NOTES ET RÉFÉRENCES

¹ « Maniobras fujimoristas contra la voluntad popular », *Servindi*, 14 de junio 2021. <https://www.servindi.org/actualidad/14/06/2021/maniobras-fujimoristas-contra-la-voluntad-popular>

² « Armas, agresiones y bravuconadas en plantón de exmilitares », *Servindi*, 22 de junio de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/22/O6/2021/armas-agresiones-y-bravuconadas-en-platon-de-exmilitares> « Exmilitares en grupos de extrema derecha buscan vacancia presidencial ». *Servindi*, 19 de noviembre de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/08/11/2021/grupos-extremistas-continuan-con-marchas-en-objetivo-pro-vacancia>

³ « Béjar, el 'terrorismo' y el linchamiento mediático ». *Servindi*, 19 de Agosto de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/19/08/2021bejar-el-terrorismo-y-el-linchamiento-mediatico>

⁴ « CIDH preocupada por mal uso de figura de vacancia presidencial ». *Servindi*, 10 de diciembre de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/10/12/2021/cidh-preocupada-por-mal-uso-de-figura-de-vacancia-presidencial>

⁵ « Aprueban plan para atender a afectados /as por metales tóxicos ». *Servindi*, 23 diciembre 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/23/12/2021/aprueban-plan-para-atender-afectados-por-metales-toxicos>

⁶ Alberto Chirif. « Perú : las Esterilizaciones en la década del terror ». Perú, IWGIA y Demus, 2021. https://es.scribd.com/document/523521570/IWGIA-Peru-Las-Esterilizaciones-en-La-decada-Del-Terror-Publicacion-2021#from_embed

⁷ Ver : « Víctimas de esterilizaciones forzadas reciben respaldo de Pedro Castillo ». *Servindi*, 31 de mayo de 2021. <https://servindi.org/actualidad-noticias/31/05/21/victimas-de-esterilizaciones-forzadas-reciben-respaldo-de-pedro>

⁸ « Esterilizaciones forzadas : reparación integral pendiente ». *Servindi*, 15 de diciembre de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/14/12/2021/esterilizaciones-forzadas-reparación-integral-pendiente>

⁹ Yvette Sierra Praeli. « Perú alcanza cifra de deforestación más alta en los últimos 20 años ». *Servindi*, 10 de octubre de 2021. <https://www.servindi.org/10/10/2021/peru-alcanza-cifra-deforestacion-mas-alta-en-los-ultimos-20-anos>

¹⁰ « Amazonía perdió más de 860 mil hectáreas en lo que va del 2021 ». *Servindi*, 13 de octubre de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/13/10/2021/amazonia-perdio-mas-de-860-mil-hectareas-en-lo-que-va-del-2021>

¹¹ « Diez defensores y líderes indígenas asesinados durante la pandemia ». *Servindi*, 23 de diciembre de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/23/12/2021/diez-defensores-y-lideres-indigenas-asesinados-durante-la-pandemia>

¹² « ORPIO solicita a la CIDH que el Estado proteja a los PIACI ». *Servindi*, 2 de febrero de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/02/02/2021/orpio-solicita-la-cidh-que-el-estado-proteja-los-piaci>

¹³ « Exigen destituir funcionarios del sector Cultura por no proteger a los PIACI ». *Servindi*. 4 de abril de 2021. <https://www.servindi.org/04/04/2021/exigen-destituir-funcionarios-del-sector-cultura-por-no-proteger-los-piaci>

¹⁴ « Gobierno aprueba Reserva Indígena Kakataibo Norte y Sur ». *Servindi*, 22 de julio de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/22/07/2021/gobierno-aprueba-reserva-indigena-kakataibo-norte-y-sur> Yvette Sierra Praeli. « Perú : se crea Yavarí Tapiche, la primera reserva indígena para pueblos en aislamiento en Loreto ». *Mongabay*, 15 de abril de 2021. <https://es.mongabay.com/2021/04/yavari-tapiche-la-primera-reserva-indigena-para-pueblos-en-aislamiento-en-loreto/>

¹⁵ « Corredores Territoriales : hacia una verdadera protección de pueblos en aislamiento ». *Servindi*, 3 de enero de 2022. <https://www.servindi.org/actualidad-informe-especial-noticias:03/01/2021/corredores-territoriales-hacia-la-proteccion-de-los>

¹⁶ « Sentencia judicial limita defensa de pueblos en aislamiento ». *Servindi*, 14 de diciembre de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/14/12/2021/sentencia-judicial-limita-defensa-de-pueblos-en-aislamiento>

¹⁷ « Plantean que tráfico de especies sea delito de crimen organizado ». *Servindi*, 3 de marzo de 2021. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/02/03/2021/proponen-que-trafico-de-especies-sea-delito-de-crimen-organizado>

¹⁸ Camila Alomía. « Zorrito andino en cautiverio, traficantes libres ». *Servindi*, 9 de noviembre de 2021#. <https://www.servindi.org/actualidad-noticias/09/11/2021/zorro-en-cautiverio-trafficantes-libres>

¹⁹ « [Informe] Tráfico ilegal de fauna : un problema latente que no se detiene ». *Clima de Cambios*, 18 de noviembre de 2021. <https://www.pucp.edu.pe/climadecambios/noticias/trafico-ilegal-de-fauna-un-problema-latente-que-no-se-detiene/>

Ce rapport fut élaboré par **Renzo Anselmo, Ian Bravo, Camila Alomía**, membres de l'équipe journalistique de Servindi que coordonne Jorge Agurto.

Traduit par **Françoise Morin**, anthropologue, vice-présidente du GITPA.